

L'état de la sûreté nucléaire s'améliorerait dans la région

Société

Selon l'autorité en charge du contrôle des centrales et des services médicaux utilisant des rayonnements ionisants, la situation est «globalement satisfaisante» en 2016.

Une expertise qui n'est pas partagée par les militants anti-nucléaire qui affichent leur défiance vis-à-vis de l'ASN.

Tout le monde n'est pas d'accord (voir ci-dessous), mais selon les critères de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), la situation en Occitanie va dans le bon sens. Selon le rapport annuel sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, en 2016, elle est "globalement satisfaisante". Un statut qui la place dans la moyenne nationale et qui confirme le bilan dressé en 2015. Mieux, il s'améliore par rapport à 2013 et 2014, où cet état n'était que "assez satisfaisant", souligne Aubert Le Brozec, adjoint au chef de la division de Marseille de l'ASN.

Cette autorité indépendante est en charge du contrôle des installations nucléaires civiles, qu'il s'agisse d'installations nucléaires de base (comme à la centrale de Golfech dans le Tarn-et-Garonne, ou le site de Marcoule dans le Gard), du transport de matières radioactives ou d'installations médicales et de recherche utilisant des rayonnements ionisants (radiothérapie, médecine nucléaire, radiologie...). En 2016, 130 inspections ont été réalisées en Occitanie et 95 "événements significatifs" déclarés par les différents exploitants concernés.

Ces "événements" sont les irrégularités constatées par rapport à la réglementation en vigueur. Sur une échelle allant de 0 (sans importance du point de vue de la sûreté) à 7 (Tchernobyl), cinq seulement ont été classés en niveau 1, c'est-à-dire comme simple anomalie. Cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas être grave pour la personne concernée. L'accident au CEA de Marcoule en 2011, qui avait fait un mort et un blessé, n'avait été classé qu'en niveau 1. Dans le même sac on retrouve des événements tels que le relevé de traces légères de contamination sur des fûts de transport d'uranium ou l'administration d'un traitement radioactif au mauvais patient...

Car au final, c'est surtout en matière médicale que le rapport de l'ASN est le moins élogieux. Ainsi, si la situation est plutôt bonne pour les patients et les praticiens de radiothérapie, elle est plus "mitigée" en ce qui concerne la radiologie interventionnelle. Cette technique, qui consiste à effectuer des actes chirurgicaux avec une imagerie en temps réel (rayons X, scanner...), provoque en effet une expo-



Les responsables de l'autorité de sûreté nucléaire ont accepté que les militants anti-nucléaires prennent la parole avant la conférence de presse. PHOTO M.D.

sion prolongée des patients et des professionnels aux rayons ionisants, explique Aubert Le Brozec. Or, l'ASN "constate la persistance d'un défaut de culture de radioprotection des praticiens au bloc opératoire" et espère des progrès pour "l'optimisation des doses délivrées aux patients". Mais là aussi, les responsables de l'ASN mettent en avant une amélioration nette de la formation des médecins qui

devrait permettre une meilleure prise en compte des dangers dans ce domaine.

C'est aussi dans le domaine médical que l'ASN constate les plus grosses lacunes en matière de transport. Si les services de médecine nucléaire prennent progressivement conscience de leurs obligations réglementaires, il reste encore beaucoup à faire pour la vérification des colis à l'expédition et à la réception

ou pour la formation du personnel.

Enfin, concernant les différentes installations sur le site de Marcoule dans le Gard, l'ASN juge leur état globalement satisfaisant. Elle reste néanmoins attentive à la surveillance des intervenants extérieurs et à la maîtrise du risque incendie sur l'usine Mélox (qui fabrique des combustibles radioactifs).

Marine Desseigne

Les anti-nucléaire ne croient pas en l'indépendance de l'ASN

● La traditionnelle conférence de presse annuelle sur l'état de la sûreté nucléaire en Occitanie a été quelque peu perturbée par la présence de militants anti-nucléaire. Si les responsables de l'ASN les ont laissé s'exprimer avant de débiter leur présentation, la demande de dialogue d'Arrêt du nucléaire 34 et de Stop nucléaire 2607 n'a pas reçu l'écho qu'ils espéraient.

Il faut dire que le contexte, en dehors des frontières de la région, est à la suspicion. L'arrêt momentané de la centrale de Tricastin réclamée par l'ASN,

n'est qu'un pis-aller aux yeux de ces militants face à l'autorisation accordée à l'EPR de Flamanville, une "centrale malade avant d'être construite", dénonce Didier Lattore, porte-parole d'Arrêt du nucléaire 34. Les militants anti-nucléaire dénoncent donc le manque d'indépendance de l'ASN. "On aimerait qu'elle soit vraiment crédible", poursuit Dominique Malvaud, ancien syndicaliste de Sud Rail.

Pour ce dernier, la problématique réside aussi dans le transport des matières radioactives. Selon lui, un à

deux trains par jours traversent l'Occitanie chargés de combustible ou de déchets radioactif. Or, dénonce-t-il, le contrôle de l'ASN s'arrête à la sortie des centrales. "De notre point de vue, l'ASN devrait contrôler le transport du début à la fin, en particulier sur l'état du rail ou l'encombrement des autoroutes, estime Dominique Malvaud. On laisse le nucléaire à des gens, les transporteurs, qui ne sont pas spécialistes..."

Les responsables de l'ASN ont invité les militants à la réunion publique annuelle du site de Marcoule, le 7 novembre prochain.